

circonscriptions) (p. 3619) ; de cette proposition de loi en deuxième lecture ; Art. 28 : *Amen-
dement de M. Aubame (Contrôle par l'Assem-
blée territoriale des impôts d'une commune)*
[25 octobre 1955] (p. 5233). — du projet de
loi portant amnistie dans les territoires d'outre-
mer : *Position de M. Velonjara, élu de Mada-
gascar* [13 juillet 1955] (p. 3835).

**BARTHÉLEMY (M. André), Député du
Jura (C.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951]
(p. 5901). = Est nommé membre : de la
Commission des moyens de communication et
du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 jan-
vier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954]
(F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ;
de la Commission des territoires d'outre-mer
[17 juillet 1951] (F. n° 5). — Est nommé juge
suppléant de la Haute Cour de Justice (art. 58
de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi
tendant au classement des agents des travaux
et constructeurs de chantiers des ponts et
chaussées, dans la catégorie B, dite « des ser-
vices actifs » pour la concession des droits à la
retraite, n° 182. — Le 3 août 1951, une propo-
sition de loi tendant à l'attribution aux facteurs
des P.T.T. obligés par leurs obligations pro-
fessionnelles à prendre leur repas de midi hors
de leur domicile, de l'indemnité de mission dans
la résidence, n° 531. — Le 3 août 1951, une
proposition de loi tendant à conserver, au point
de vue de la rémunération, les avantages acquis
dans le premier emploi aux agents, employés
et ouvriers des administrations de l'Etat et des
services publics qui ont été mutés dans un
emploi plus compatible avec leur aptitude phy-
sique en conséquence d'une aggravation de
blessure de guerre, d'accident ou de maladie,
n° 532. — Le 29 août 1951, une proposition
de loi tendant à la classification en catégorie B
(service actif), pour le bénéfice de la loi du
28 septembre 1948, sur les pensions civiles et
militaires, des conducteurs d'automobiles des
P.T.T., n° 897. — Le 30 août 1951, une propo-
sition de loi tendant à la classification en

catégorie B (Service actif), en vue de leur
accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre
1948 sur les pensions civiles et militaires des
contrôleurs et contrôleurs principaux des ins-
tallations électro-mécaniques, n° 918. — Le
13 septembre 1951, une proposition de loi ten-
dant à conserver, au point de vue de la rému-
nération, les avantages acquis dans le premier
emploi, aux agents, employés et ouvriers des
administrations de l'Etat et des Services publics
qui ont été mutés dans un emploi plus compa-
tible avec leur aptitude physique en conséquence
d'une aggravation de blessure de guerre, d'acci-
dent ou de maladie, n° 1094. — Le 18 septembre
1951, une proposition de résolution tendant à
inviter le Gouvernement à faire bénéficier le
personnel féminin des P.T.T. des dispositions
précisées au statut général des fonctionnaires
par l'article 140, 1^o *in fine*, n° 1121. — Le
27 novembre 1951, une proposition de loi ten-
dant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux
gérants d'agences postales avec toutes les garan-
ties et avantages concédés à cette catégorie,
n° 1711. — Le 11 décembre 1951, une propo-
sition de loi tendant, par l'abrogation des dispo-
sitions de l'arrêté du 24 mars 1943, à reconnaître
la qualité d'employeur à l'Administration des
P.T.T. vis-à-vis des auxiliaires chargés de la
suppléance des receveurs-distributeurs, n° 1950.
— Le 14 décembre 1951, une proposition de
loi tendant à modifier le mode de calcul des
retenues rétroactives effectuées pour la validation
du temps de service de non-titulaires des admi-
nistrations publiques, en vue de l'établissement
au droit à pension d'ancienneté, n° 2033. —
Le 12 février 1952, une proposition de loi
tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-
1248 du 6 octobre 1950 interdisant l'attribution
aux agents logés gratuitement de toute indem-
nité pour travaux supplémentaires afin de per-
mettre aux comptables des P.T.T. de bénéficier
normalement du repos hebdomadaire légal et
du paiement des heures supplémentaires effec-
tuées, n° 2616. — Le 19 février 1952, une
proposition de résolution tendant à inviter le
Gouvernement à mettre à la disposition du
département du Jura, les moyens et les crédits
nécessaires pour dégager les villages de la mon-
tagne pratiquement isolés par les neiges,
n° 2735. — Le 18 mars 1952, un rapport au
nom de la Commission des moyens de commu-
nication et du tourisme sur la proposition de loi
(n° 109) de M. Tourné et plusieurs de ses

collègues tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent, n° 2955. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à autoriser les auxiliaires des P.T.T. utilisés dans un emploi permanent pendant au moins quatre heures par jour, à faire valider pour la retraite la durée de leurs services de non-titulaires, n° 2967. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à l'attribution aux seuls fromages du type gruyère originaires de Franche-Comté et de Savoie, de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort », n° 2972. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 551) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution d'une prime d'insalubrité aux agents, employés et ouvriers des P.T.T., en fonction dans le département de la Corse, n° 2993. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'État des dépenses nécessitées par les travaux de protection contre les inondations et de correction du lit de la Loue et du Doubs dans les régions du Val-d'Amour, du Finage et de la Bresse, n° 3041. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 531) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution aux facteurs des P.T.T. obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 3189. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'article 15 du règlement des retraites de la S.N.C.F. (Régime 1911), n° 3217. — Le 30 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 918) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à la classification en catégorie B (service actif), en vue de leur accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, des contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électro-mécaniques, n° 3541. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillants et surveillantes principales des P.T.T., n° 4126. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à

rapporter la décision prise par la S.N.C.F. de supprimer définitivement le trafic ferroviaire des voyageurs, à partir du 5 octobre, entre Mouchard et Salins-les-Bains (Jura), n° 4474. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre la construction d'habitations à bon marché et de foyers pour le logement du personnel de l'administration des P. T. T., n° 4627. — Le 7 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1433) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, n° 4644. — Le 22 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3217) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'article 15 du règlement des retraites de la S.N.C.F. (Régime 1911), n° 5220. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'attribution au personnel des P.T.T. d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement, n° 5244. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4126) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillantes et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones, n° 5599. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 5244) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution au personnel des P. T. T. d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement, n° 5626. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre tout licenciement de personnel auxiliaire ou intérimaire des P.T.T. jusqu'à l'application intégrale à celui-ci de la loi du 3 avril 1950 et tant que n'auront pas été effectivement satisfaites les demandes d'abonnement au téléphone demeurées en instance faute de moyens d'installation et d'exploitation suffisants, n° 5632. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1711) de M. Barthélemy et plusieurs

de ses collègues tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, n° 6054. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence des mesures d'indemnisation et d'exonération des impôts fonciers des cultivateurs et viticulteurs du Jura, victimes des gelées tardives de mai 1953, n° 6219. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre des mesures immédiates pour indemniser les populations urbaines et rurales du Jura et de la Saône-et-Loire éprouvées par les inondations consécutives aux pluies diluviennes des 9 et 10 juin 1953; 2° à exonérer des impôts les victimes de ces inondations, n° 6314. — Le 23 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser de toute urgence les sinistrés et, en particulier, les travailleurs de la vallée du Doubs des pertes de biens matériels et de salaires qu'ils ont subies du fait des inondations de la semaine du 7 au 13 juin 1953, n° 6345. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser et à dégrever de leurs impôts de 1953 les victimes de l'ouragan de grêle qui a ravagé une partie de l'arrondissement de Dole le 18 juillet 1953, n° 6587. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi ayant pour objet d'abroger le décret n° 53-713 du 9 août 1953 tendant à limiter le recrutement du personnel non titulaire de l'Etat, n° 6808. — Le 17 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir en activité la ligne de la S.N.C.F. de Dole à Chalon-sur-Saône et à en provoquer une exploitation plus rationnelle, n° 8069. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6044) de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité de gérance et de responsabilité des receveurs et chefs de centre des P.T.T. au même taux que celle des comptables des régies financières, n° 8090. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3259) de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes dispositions en vue d'assurer la prolongation du service téléphonique dans les bureaux où celui-ci n'est pas réalisé de façon permanente, n° 8245. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi tendant à fixer le montant de la deuxième tranche de la prime spéciale à un chiffre « arrondissant » à 20.000 francs pour tous les personnels des P.T.T., auxiliaires compris, le total de l'indemnité due au titre de 1954, n° 8317. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8069) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir en activité la ligne de la S.N.C.F. de Dole à Chalon-sur-Saône et à en provoquer une exploitation plus rationnelle, n° 8451. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à fixer à 36 heures la durée maximum du travail hebdomadaire du personnel féminin des P.T.T. des services du téléphone et des chèques postaux, n° 11844 (rectifié).

Interventions :

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T. : *Son rappel au Règlement (réglementation du temps de parole)* [15 novembre 1951] (p. 8060, 8061); — *Demande de renvoi à la Commission, de M. Coutant* (p. 8063); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (revendications du personnel)* (p. 8063, 8064); Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (intégration de personnel dans un cadre plus élevé)* (p. 8065); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel (création de postes nouveaux)* (p. 8065); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* (p. 8068); *Ses explications de vote sur l'ensemble (montant de l'excédent des recettes)* (p. 8069); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'Institut géographique national (salaires des ouvriers)* (p. 8084); Chap. 1130 :

Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (application du tarif syndical) (p. 8084); Le retire (p. 8084); Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (octroi de bleus de travail aux ouvriers) (p. 8084); Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (abaissement de l'âge de la retraite (p. 8085); Chap. 3080 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour la Direction générale du tourisme (propagande touristique) (p. 8087); Le retire (p. 8087); Chap. 3130 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (passages à niveau) (p. 8088); Le retire (p. 8088); Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (achat de chausse-neige) (p. 8088); Le retire (p. 8088); Chap. 5090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (trafic de Lons-le-Saunier à Saint-Amour) [16 novembre 1951] (p. 8121); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (statut des auxiliaires) [12 décembre 1951] (p. 9063, 9064); Le retire (p. 9064); Chap. 1070 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (personnel en fonctions dans les déserts) (p. 9067); Le retire (p. 9067); Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (paludisme des aérodromes de Corse) (p. 9067); Chap. 1170 : Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au personnel militaire (p. 9078); Chap. 3140 : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel militaire (p. 9082); Chap. 3150 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (construction d'aérodromes militaires) (p. 9082, 9083); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 9095); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5360 : Subventions aux musées de France [19 décembre 1951] (p. 9454); P.T.T., Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (création d'emplois) [23 décembre 1951] (p. 9663); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (principalat des facteurs) (p. 9663); Son amendement tendant à

réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (comptables des recettes) (p. 9664); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (intégration des commis et surveillants) (p. 9664); Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (reclassement des ouvrières) (p. 9665); Chap. 1060 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (cession du câble Brest-Dakar à une compagnie étrangère) (p. 9670, 9671); Chap. : 1080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (personnel auxiliaire) (p. 9671); Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (primes de rendement) (p. 9672); Ses explications de vote sur l'ensemble (revendications du personnel) (p. 9677, 9678); P.T.T., amendé par le Conseil de la République, Chap. 1020 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel titulaire (intégration de 11.000 agents d'exploitation) [30 décembre 1951] (p. 10194); Chap. 1040 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services postaux spécialisés (emploi de pointe) (p. 10195). — Pose à : M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative aux déplacements d'office d'agents des postes, télégraphes et téléphones [23 novembre 1951] (p. 8455); — M. le Ministre de la Justice, une question relative à la demande de libération d'un condamné [30 novembre 1951] (p. 8714); — M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la suppression d'un passage à niveau à Dole [21 décembre 1951] (p. 9508, 9509). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : Son amendement tendant à supprimer le compte « C^o des câbles sud-américains » [22 décembre 1951] (p. 9618); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 5, Chap. 9021 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel radioélectrique (télécommunications) [27 décembre 1951] (p. 9941, 9942). — Dépose une demande d'interpellation sur l'exploitation monstrueuse des travailleurs nord-africains par l'entreprise des travaux publics du tunnel de

Roche-les-Beaupré (Doubs) [29 février 1952] (p. 1148). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut géographique national (salaires des ouvriers)* [24 octobre 1952] (p. 4414); *Le retire* (p. 4414); Chap. 3153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (primes d'insalubrité)* (p. 4415); Chap. 3521 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le réseau routier (déneigement des routes de montagne)* (p. 4418); *Le retire* (ibid.) ; Chap. 4461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les organismes de tourisme (tourisme populaire)* (p. 4420); Chap. 4543 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S.N.C.F. (fermeture des lignes secondaires)* (p. 4422, 4423) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (titularisation des secrétaires administratifs)* [13 novembre 1952] (p. 5066); Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (octroi d'une prime de rendement)* (p. 5066); *Le retire* (ibid.); Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (création de 500 emplois de contrôleurs de navigation)* (p. 5067, 5068) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Si motion préjudicielle demandant l'intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs* [14 novembre 1952] (p. 5130 et suiv.); Etat A; Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions (prime de fin d'année aux postiers)* (p. 5136); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs)* (p. 5138); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (dames commis)* (p. 5138); Etat A, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (indemnité de responsabilité pécuniaire)* [15 novembre 1952] (p. 5252); *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (indemnités de technicité) (p. 5252); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (travail de nuit des postiers)* (p. 5253, 5254); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (frais de déplacement des services ambulants)* (p. 5255); Chap. 6000 : *Frais judiciaires (agrément de l'administration nécessaire pour concourir à un emploi)* (p. 5257); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE: Etat A, Chap. : 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour la météorologie nationale (recrutement des ingénieurs et leur reclassement)* (p. 5259, 5260); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile: Art. 38 : *Son amendement relatif à la communication des rapports sur les accidents à la Commission des transports* [4 novembre 1952] (p. 4687); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A; FINANCES, Chap. 5300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des P.T.T.* [20 décembre 1952] (p. 6794). — Pose à M. le Ministre : des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'engagement de communes du Haut Jura [23 janvier 1953] (p. 197, 198); — des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative aux chantiers de travail de Roche-les-Beaupré (Doubs) [23 janvier 1953] (p. 198, 199). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T., CAISSE D'ÉPARGNE : *Discussion générale (ses observations sur l'équipement téléphonique)* [23 janvier 1953] (p. 228, 229); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3114 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits votés par l'Assemblée Nationale pour les ponts et chaussées (indemnités de frais de déplacements)* [30 janvier 1953] (p. 702); P.T.T., Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les bureaux mixtes (révision des indices des receveurs)* (p. 769); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 770). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative au câble sous-marin Cherbourg—Açores [30 jan-

vier 1953] (p. 733, 734). — Prend part à la discussion du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952); Art. 9: P.T.T., Chap. 6030: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (licenciement de 5.000 auxiliaires)* [3 février 1953] (p. 870, 871). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Son amendement tendant à discuter des rapports sur les prestations familiales, la prime de fin d'année aux employés des P. T. T., l'allocation aux vieux travailleurs, les permissions aux soldats du contingent, la législation électorale dans les départements d'outre-mer, la retraite des auxiliaires des administrations publiques* [3 mars 1953] (p. 1558, 1559): *Discussion du rapport accordant une prime de fin d'année aux postiers* [10 mars 1953] (p. 1727). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative à la situation d'une condamnée pour activité pacifiste [27 mars 1953] (p. 2469). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 6: *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Son amendement tendant à exclure de l'application, les dépenses relatives au budget annexe des P. T. T. (Budget largement excédentaire; Retard « dramatique » du réseau français, « escroquerie » consistant à vider aux crédits militaires les fonds provenant du dernier emprunt des P. T. T.)* [7 juillet 1953] (p. 3320). — Dépose une demande d'interpellation sur les grèves d'août dans l'administration des P. T. T. (Emploi d'un personnel de remplacement non qualifié, sanctions illégales, refus par le Gouvernement de la prime de fin d'année de 20 000 francs) [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe: *Recrutement par les P. T. T. de « briseurs » de grève aux antécédents douteux, nombreuses sanctions, circulaires illégales, élimination préventive des candidatures communistes aux emplois même les plus modestes, non-paiement illégal des journées de grève, nouvelles tentatives d'intimidation, lettre de M. P. Ferri, aujourd'hui Ministre des P. T. T., reconnaissant le bien-fondé des revendications syndicales* [8 octobre 1953] (p. 4098 et suiv.). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des présidents: *Son amendement tendant à l'examen des rapports Valentino et Meck sur*

le paiement des jours de grève et les allocations aux vieux travailleurs [20 octobre 1953] (p. 4410); — sur les propositions de la Conférence des présidents: *Son amendement prévoyant la discussion des rapports nos 6901 et 6907 (Paiement des jours de grève, amnistie pour faits de grève)* [27 octobre 1953] (p. 4589); *Son amendement tendant à l'inscription d'urgence du rapport n° 6901 sur le paiement des jours de grève* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Pose à: M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative au réseau des câbles sous-marins de l'Afrique occidentale française [6 novembre 1953] (p. 4914); — M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la desserte de la station hydrominérale de Salins-les-Bains [13 novembre 1953] (p. 5054). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3151: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale (Traitement des ingénieurs de la navigation aérienne)* [14 novembre 1953] (p. 5148); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Titularisation des auxiliaires de la direction de la météorologie)* (p. 5148); Chap. 4394: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence utilisée par les aéroclubs)* (p. 5151); P. T. T.: *Son rappel au Règlement (Débat sur sa motion préjudicielle)* [27 novembre 1953] (p. 5655); *Son rappel au Règlement (Débat sur sa motion et vote)* (p. 5656); *Sa motion préjudicielle demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grève, l'augmentation des effectifs* [7 décembre 1953] (p. 6197 et suiv.); *Motion préjudicielle M. Schaff tendant à surseoir au débat pour demander l'augmentation des crédits pour l'équipement téléphonique, la titularisation de 18.000 emplois, la majoration de certaines indemnités de guichet et de nuit* (p. 6201); *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 6201); Etat A, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Congés de maternité validés pour la retraite)* (p. 6207); Chap. 1020:

Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour bureaux mixtes (Contrôleurs non intégrés) (p. 6210); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Receveurs distributeurs payant les prestations de la sécurité sociale)* (p. 6210); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bureaux mixtes (titularisation d'auxiliaires)* (p. 6223); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Réforme de l'auxiliarat)* (p. 6227); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Prime de fin d'année)* (p. 6230, 6233); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnité de risques)* (p. 6231); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Insuffisance des frais de déplacement)* (p. 6237); le retire (*ibid*); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir au personnel intégré le bénéfice des avantages acquis* (p. 6240); Art. 6 : *16 milliards de crédits d'équipement pour les télécommunications (Crédits insuffisants)* [8 décembre 1953] (p. 6259); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ponts et Chaussées (Transformation d'emplois de personnel de bureau)* [12 décembre 1953] (p. 6558, 6559); Chap. 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut géographique national (Assimilation des ouvriers à ceux de l'industrie du livre)* (p. 6567); Chap. 3413 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et Chaussées (Prime de bicyclette)* (p. 6570); Etat B; Chap. 5332 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de défense contre les eaux (Crues de la Loire dans le Jura, du Drac dans les Alpes)* (p. 6600); Article additionnel : *Amendement de M. Pierrard tendant à n'affecter de crédits à la canalisation de la Moselle qu'après l'élargissement des canaux du Nord* (p. 6610); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de*

20.000 francs aux postiers (Grèves dans les P. T. T. et diverses revendications des postiers) [31 décembre 1953] (p. 7140 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport relatif au paiement des jours de grève* [17 novembre 1953] (p. 5213). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954), Art. 4 : *Avances à la Compagnies des câbles sud-américains* [13 décembre 1953] (p. 6677). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs, octroi d'une prime de fin d'année aux postiers* [28 décembre 1953] (p. 6887). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations de la loi du 19 octobre 1946 constituées par les mesures de mutations d'office prises à l'encontre d'agents des P. T. T. [6 avril 1954] (p. 1774). — Pose à M. le Ministre des P. T. T. une question relative à l'annulation de nominations de facteurs [11 juin 1954] (p. 2940, 2941). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut des autoroutes, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire résulter le classement d'une voie dans la catégorie des autoroutes, d'un acte de déclaration d'utilité publique* [7 juillet 1954] (p. 3279, 3280); le retire (p. 3280). — Pose à : M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative aux inondations causées par le Doubs et la Saône [6 août 1954] (p. 3908); — M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'indemnisation de victimes de calamités naturelles dans le Jura [27 août 1954] (p. 4312). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du budget avant l'envoi d'une lettre rectificative concernant le renforcement des effectifs, la prime de fin d'année, les indemnités de risques, la semaine de quarante-cinq heures* [5 novembre 1954] (p. 4783); *Vote sur la question de confiance : Politique sociale du Gouvernement, souveraineté parlementaire en matière budgétaire, légitimité des revendications des postiers, motion de renvoi à la Commission de M. Mendès-France en décembre 1950* [9 novembre 1954] (p. 4826, 4827); Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Création d'emplois, titularisation des auxi-*

liaires) (p. 4838, 4839); Chap. 1080 : *Son amendement indicatif (Intégration et titularisation d'auxiliaires)* (p. 4843); Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs)* (p. 4845); *Son amendement indicatif (Situation des agents non intégrés)* (p. 4845, 4846); Chap. 1120 : *Demande de disjonction de M. Dagain (Taux de la prime de productivité)* [10 novembre 1954] (p. 4888). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative à la situation de certaines industries du Doubs [12 novembre 1954] (p. 4940, 4941). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Reclassement des techniciens agents de la navigation aérienne* [17 novembre 1954] (p. 5151); Chap. 31 51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5151); Chap. 31 52 : *Son amendement indicatif (Prime d'aérodrome)* (p. 5152); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Titularisation des auxiliaires des Ponts et Chaussées)* [9 décembre 1954] (p. 5994); Chap. 31-53 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel ouvrier de l'Institut géographique)* (p. 6010); Chap. 34-13 : *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6123, 6124); Chap. 44-61 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des subventions accordées aux organismes de tourisme populaire, Tourisme et Travail)* (p. 6144, 6147); Chap. 45-41 : *Amendement indicatif de M. Mouton (Déclassement de la section de la ligne de chemin de fer d'Arles à Trinquetaille)* (p. 6149, 6150); Etat B, Chap. 53-32 : *Travaux de défense contre les eaux (Aménagement de la Loue)* [14 décembre 1954] (p. 6348); Etat A, Chap. 45-42 : *Suppression des lignes dites secondaires, ligne de Dole à Chalon-sur-Saône* [15 décembre 1954] (p. 6389, 6390); Chap. 45-44 : *Amendement indicatif de M. Dufour (Billet collectif à 50 0,0)*

[18 décembre 1954] (p. 6572); *Ses explications de vote* (p. 6579); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 37 : *Fonds d'investissement routier* [28 janvier 1955] (p. 429); Art. 42 : *Son amendement (Fonds routier et ponts à reconstruire)* (p. 432); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Ses explications de vote* [1^{er} février 1955] (p. 554); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Ses explications de vote (Fonds routier et péages)* [3 mars 1955] (p. 1046); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Prime de transport)* [8 mars 1955] (p. 1137); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe des P. T. T., Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Coutant (Indemnités)* [15 mars 1955] (p. 1454); *Son amendement indicatif (prime de résultat d'exploitation)* (p. 1455, 1456); Chap. 11-60 : *Son amendement indicatif (Titularisation d'auxiliaires)* (p. 1461); *le retire (ibid)*; *Ses explications de vote (Conditions de travail et de rémunération; Méthodes discriminatoires et sanctions)* (p. 1467); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Etat A, Chap. 1000 : *Sa motion préjudicielle (Renforcement des effectifs, semaine de quarante-cinq heures, indemnité de risques, prime de gérance et de responsabilité* [12 mai 1955] (p. 2721, 2722, 2724); Chap. 1020 : *Son rappel au Règlement (Dépôt d'un projet de loi avec demande de discussion d'urgence)* (p. 2727); Chap. 1060 : *Ses amendements indicatifs (Inspecteurs du télégraphe)* (p. 2729, 2730); *les retire* (p. 2730).

BARTOLINI (M. Jean), *Deputé du Var. (C).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités